

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

Non seulement le gouvernement ne consacre-t-il pas de nouveaux crédits au développement régional en tant que tel, mais il réduit également les budgets d'autres ministères, budgets qui seraient fort utiles aux régions qui éprouvent les difficultés économiques en question. Par exemple, les fonds affectés aux ports pour les petites embarcations, qui serviraient à construire les quais et l'infrastructure dont les pêcheurs ont besoin, sont presque inexistantes.

Le ministre des Pêches et des Océans (M. Siddon) a annoncé récemment qu'il était sur le point d'octroyer quatre nouveaux permis de pêche au homard. Une entreprise allait obtenir deux permis et deux autres grandes entreprises allaient obtenir un permis chacune. Pourtant, ces entreprises n'ont nul besoin de ces permis et cette décision va à l'encontre des recommandations que le ministre avait reçues des membres de l'industrie de la pêche. Les pêcheurs de la Nouvelle-Écosse étaient tout à fait contre l'octroi de ces permis. D'ailleurs, non seulement le Syndicat des pêcheurs des Maritimes a-t-il demandé la démission du ministre des Pêches et des Océans, mais il l'a aussi exigée à maintes reprises, même si le ministre s'est rendu en Nouvelle-Écosse pour essayer d'expliquer sa position. Le gouvernement s'est efforcé d'amadouer les pêcheurs, mais ils savent ce qui en est. Ils se rendent compte que l'octroi de ces permis n'est qu'une concession politique.

Cette décision nuira éventuellement aux pêcheurs de homard. C'est tragique parce que leur situation économique est assez bonne pour l'instant. A cause de la façon dont le gouvernement essaie de se servir de l'industrie de la pêche comme enjeu politique, les recettes des pêcheurs de homard diminueront et cela ne touchera pas uniquement les pêcheurs de homard. Toute l'industrie de la pêche côtière est dans le même cas. Les quotas n'augmentent pas parce que les stocks sont à la baisse. Les stocks diminuent à cause des gros navires hauturiers.

Ceux qui en souffrent sont les nombreux pêcheurs côtiers qui comptent sur la pêche pour gagner leur vie. Une partie de plus en plus grande des prises va maintenant à un nombre de plus en plus restreint de pêcheurs et les grandes sociétés continueront d'accaparer la plus grande partie du poisson dans la région de l'Atlantique. Ce qui était ces dernières années une industrie relativement prospère est en train de se faire étouffer par les lignes de conduite du gouvernement. Son avenir est douteux. J'espère que le gouvernement y réfléchira et fera quelque chose pour s'attaquer au problème.

● (1530)

Le gouvernement a échoué lamentablement dans ma région industrielle du Cap-Breton. Nous avions auparavant un bon programme de crédits d'impôt qui incitait certaines industries à s'y établir. Malheureusement, nous avons perdu plus d'emplois que nous n'avons pu en attirer. Deux usines d'eau lourde ont fermé. Le nombre d'emplois a diminué à la Sydney Steel Corporation et à la Société de développement du Cap-Breton. Bon nombre d'industries ont dû congédier des

employés ou fermer leurs portes. La plupart des nouveaux emplois dans la région ont été créés dans l'industrie de la restauration rapide et dans les grands magasins de vente au détail. Ce ne sont pas des emplois permanents, mais simplement à temps partiel et sans avantages sociaux.

Lors de son accession au pouvoir, le gouvernement a déclaré que le chômage diminuerait dans la région de l'Atlantique, mais il n'en a pas été ainsi. D'après les derniers chiffres de Statistique Canada, le taux national de chômage est de 8,1 p. 100; en Nouvelle-Écosse, il est de 12,1 p. 100 et dans la région industrielle du Cap-Breton, de 21,1. Statistique Canada a fourni ces chiffres. D'après la nouvelle procédure adoptée au ministère de l'Emploi et de l'Immigration, les chômeurs ne vont plus consulter un conseiller. Ils doivent se présenter au Centre de l'emploi pour savoir si un emploi a été annoncé. Si tel est le cas, ils se présentent chez l'employeur éventuel. Les conseillers des bureaux de l'emploi ne s'entretiennent plus avec les chômeurs. La seule façon de savoir quels sont les chômeurs est de vérifier qui sont les bénéficiaires de chèques d'assurance-chômage ou encore d'effectuer des sondages. Assurément, ceux qui reçoivent des chèques d'assurance-chômage ne sont pas les seuls chômeurs.

Dans les régions aux prises avec des difficultés économiques, un nombre croissant de personnes ne peuvent plus toucher des prestations d'assurance-chômage parce qu'ils sont en chômage depuis trop longtemps. Ils ne figurent plus dans les registres. Nombre d'entre eux ne se présentent même pas aux bureaux d'assurance-chômage parce qu'il n'y a pas d'emplois disponibles. Que faisons-nous? Nous acculons ces gens au désespoir. Tandis qu'il prétend s'efforcer de venir en aide aux Canadiens, le gouvernement réduit de nombreux Canadiens au désespoir.

Non seulement ils n'ont pas d'emploi, mais ils sont lésés dans d'autres domaines. Nous restreignons leurs perspectives d'obtenir un emploi. Des programmes, comme le REEL, le régime enregistré d'épargne-logement, a été supprimé. Les logements subventionnés ont été réduits. Le PAREL a été aboli. Ce dernier programme était particulièrement important dans les régions établies de longue date où le chômage et les difficultés économiques sont considérables. Grâce à l'aide fournie, un chômeur ou un citoyen âgé qui n'avait peut-être pas les fonds voulus pour faire réparer sa maison, pouvait faire effectuer les travaux voulus et y demeurer comme il le souhaitait. Faute de financement, ces maisons continueront à se délabrer. Que fera alors le gouvernement? Ces gens deviendront des sans-logis ou bien le gouvernement devra fournir des logements subventionnés. Mais il n'en fait rien. Le Canada devra affronter un autre problème dans le domaine de l'habitation.

Le gouvernement a réduit les services de transport. Le CN abandonne des lignes ferroviaires dans diverses régions. Ces régions sont probablement aux prises avec des difficultés économiques. Une fois encore, en raison de la perte de moyens de transport et de lignes ferroviaires, ces régions ne pourront plus attirer des entreprises.